

Convention collective

IDCC : **8216 | EXPLOITATIONS VITICOLES**
(Champagne délimitée)
(2 juillet 1969)

(Étendue par arrêté du 25 février 1972,
Journal officiel du 19 mars 1972)

Avenant n° 214 du 8 octobre 2019

NOR : AGRS2097010M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Syndicat général des vignerons de la Champagne, déléguant ses pouvoirs en la circonstance à son groupement d'employeur,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale agro-alimentaire CFDT ;

Syndicat CFTC agriculture ;

FGTA FO ;

FNAF CGT ;

SNCEA CFE-CGC ;

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le présent avenant a pour objet :

D'entériner l'application d'un taux d'appel sur les taux de cotisations du régime conventionnel de prévoyance.

De mettre la convention collective en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 6 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, s'agissant de la mise en œuvre, au niveau local, du principe de solidarité.

En conséquence, la convention collective est modifiée comme suit.

Article 1^{er} | Révision des taux de cotisation

À l'article 64 « Garantie incapacité de travail, invalidité et décès » le paragraphe « d) Dispositions communes – 1. Cotisations » est réécrit comme suit :

« La garantie incapacité temporaire de travail est financée par une cotisation fixée à 0,454 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés justifiant de 6 mois

d'ancienneté continue, à l'exception des salariés occupant des fonctions de cadre au sens de l'AGIRC, ainsi répartie :

- 10 % à la charge de l'employeur ;
- 90 % à la charge du salarié.

En sus de ces cotisations, l'employeur versera une cotisation de 0,016 % exclusivement à sa charge et destinée au financement de l'assurance des charges sociales patronales.

La garantie invalidité est financée par une cotisation fixée à 0,844 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés justifiant d'une année d'ancienneté continue, à l'exception des salariés occupant des fonctions de cadre au sens de l'AGIRC, ainsi répartie :

- 25 % à la charge de l'employeur ;
- 75 % à la charge du salarié.

La garantie décès est financée par une cotisation fixée à 0,215 % des rémunérations brutes versées à tous les salariés relevant de la convention collective, à l'exception des salariés occupant des fonctions de cadre au sens de l'AGIRC, ainsi répartie :

- 60 % à la charge de l'employeur ;
- 40 % à la charge du salarié.

En résumé, les cotisations des garanties du régime de prévoyance des salariés non cadres sont ainsi réparties :

En % de la rémunération brute	Employeurs	Salariés	Total
Garantie décès	0,129 %	0,086 %	0,215 %
ITT (incapacité temporaire)	0,045 %	0,409 %	0,454 %
IPT (invalidité)	0,211 %	0,633 %	0,844 %
Total	0,385 %	1,128 %	1,513 %
Assurance charges sociales	0,016 %		0,016 %
Total	0,401 %	1,128 %	1,529 %

À compter du 1^{er} janvier 2020 et pendant une durée de 2 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2021), il sera appliqué un taux d'appel aux taux de cotisations mentionnés ci-dessus. Durant cette période, les taux de cotisations appelés seront les suivants :

En % de la rémunération brute	Employeurs	Salariés	Total
Garantie décès	0,129 %	0,086 %	0,215 %
ITT (incapacité temporaire)	0,041 %	0,368 %	0,409 %
IPT (invalidité)	0,185 %	0,553 %	0,738 %
Total	0,355 %	1,007 %	1,362 %
Assurance charges sociales	0,014 %		0,014 %
Total	0,369 %	1,007 %	1,376 %

Article 2 | *Principe de solidarité*

À l'article 64 « Garantie incapacité de travail, invalidité et décès » il est ajouté au paragraphe « d) Dispositions communes » un alinéa « 5. Principe de solidarité » rédigé comme suit :

« 5. Principe de solidarité

Les exploitations et CUMA viticoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de préventions et d'action sociale.

Les mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale mettant en œuvre le principe de solidarité au titre du présent dispositif de prévoyance, quel que soit l'organisme assureur des employeurs, peuvent notamment comprendre :

- une action collective de prévention sur les troubles musculo-squelettiques visant à réduire les risques de santé futurs et à améliorer la qualité de vie des salariés ;
- une action collective de prévention sur les risques auditifs, le stress ou plus globalement les risques d'accident du travail ou maladie professionnelle dans les professions agricoles ;
- une action collective de prévention, pour les salariés seniors et les nouveaux retraités, traitant de la transition vie professionnelle/retraite, du vieillissement et de leur santé (par le biais notamment de sujets relatifs à la nutrition, le sommeil ou la maladie d'Alzheimer) ;
- un dispositif d'aide financière octroyée aux salariés actifs ou retraités de la production agricole notamment en cas de handicap, de chômage, de perte d'autonomie, de problème de santé ou de veuvage ;
- un dispositif d'aide financière permettant de favoriser la mobilité des apprentis lors de leur formation en entreprise en prenant en charge, via une prime de 150 à 500 €, une partie des coûts de leurs déplacements ou leur hébergement. »

Article 3 | *Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés*

Les dispositions du présent avenant sont applicables de façon indifférenciée à l'ensemble des entreprises relevant de la branche des exploitations viticoles de la Champagne délimitée. Elles concernent donc de façon identique les entreprises de moins de 50 salariés et de 50 salariés et plus, afin de garantir à l'ensemble des salariés de la branche une couverture uniforme, les partenaires sociaux ayant tenu compte lors de la définition des garanties de la structure et de la taille des entreprises de la branche.

Article 4 | *Entrée en vigueur*

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Article 5 | *Dépôt et extension*

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant dont un exemplaire est déposé auprès de l'unité départementale de la Marne de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est.

Il n'est pas autrement dérogé aux autres articles et conditions du présent accord.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 8 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)